

## Quelle signification peut-on donner à l'abstention ?

### Remarques préliminaires

Attention, comme toujours, à lire attentivement le sujet ! « Signification » ne veut pas dire « cause ». Il ne s'agit donc pas ici seulement de trouver les raisons de l'abstention, même s'il en sera largement question, mais, au-delà, les symptômes dont celle-ci est peut-être un indicateur. Il s'agit donc moins de rechercher des liens de causalité, dans une logique durkheimienne, que d'avoir une démarche compréhensive à la manière de Max Weber. Notez également que l'abstention peut signifier beaucoup de choses. Aussi, bien que « signification » soit au singulier, il faut traiter le sujet comme si ce mot-clé du sujet était au pluriel.

Le corrigé qui vous est proposé n'a nulle prétention à l'exhaustivité. Ce n'est pas un cours sur l'abstention. Ce n'est sans doute pas non plus tout à fait une dissertation qu'un très bon candidat aurait pu réaliser dans un délai aussi limité que quatre heures, son auteur ayant cherché à évoquer, sans réellement les développer, tous les arguments qui peuvent être mobilisés pour aborder les différentes facettes d'un sujet qui, s'il paraît simple au premier abord, comme c'est souvent le cas en sciences sociales, s'avère, à la réflexion, fort complexe.

Le choix est fait ici de vous proposer un corrigé sans intertitres, contrairement à d'autres. Vous avez ainsi des exemples des deux modes de présentation autorisés par le jury du concours.

Le fait, pour des électeurs, de ne pas participer aux élections est loin d'être un phénomène nouveau. Lors des premières élections qui ont eu lieu en France, après la Révolution, l'abstention tournait autour de 80 %, chiffre bien plus considérable que ceux d'aujourd'hui. Ces derniers, toutefois, ne laissent pas d'inquiéter, car ils augmentent assez régulièrement dans toutes les démocraties occidentales. Ainsi, il y a longtemps qu'aux États-Unis les détenteurs du pouvoir, le Président en tête, ne sont élus que par la moitié des électeurs, proportion vers laquelle on semble se diriger en France. En effet, alors que le taux d'abstention n'atteignait, au premier tour des législatives de 1986, qu'à peine plus de 20 %, il a grimpé à peu près régulièrement pour atteindre un record d'environ 37 % le 9 juin 2002. Même si nous ne nous intéresserons ici qu'à l'abstention aux scrutins politiques, on peut tout de même observer la même tendance, et des chiffres encore plus élevés, aux élections professionnelles. Ainsi, aux élections aux conseils de prud'hommes, le taux d'abstention est passé de 36,8 % en 1979 à 65,6 en 1997 !

Pour expliquer le phénomène, la presse met volontiers en avant des phénomènes conjoncturels : le beau temps du jour du scrutin, le peu de passion soulevé par la campagne, etc. Pourtant, quelles que soient les circonstances, il y a toujours des abstentionnistes : l'abstention, qu'elle soit liée à un empêchement ou, cas le plus fréquent, à un véritable refus de voter, a donc un caractère structurel. Pour prendre conscience de ce que peut signifier ce refus, il est bon de rappeler ce que représente le vote. Outre sa fonction principale, qui est de désigner des représentants du peuple, il leur sert aussi de caution en leur conférant un surcroît de légitimité. C'est d'ailleurs pourquoi, même dans des régimes autoritaires qui se parent des apparences de la démocratie, les dirigeants y ont régulièrement recours. De plus, « voter, c'est démontrer, en respectant un rituel, qu'on appartient à la communauté politique nationale », écrit Dominique Schnapper dans *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* (p. 143). Le vote ne se déroule-t-il pas, symboliquement, dans un bâtiment de la République et non chez un particulier, et l'isoloir, où l'on glisse le bulletin dans l'enveloppe, ne serait-il pas une sorte de « confessionnal laïque et obligatoire » (*ibid.*, p. 144) ? Si les immigrés, par

exemple, réclament le droit de vote, c'est qu'ils souhaitent être reconnus comme faisant partie intégrante de la « communauté des citoyens » où chacun est l'égal de l'autre. S'abstenir de voter, c'est donc refuser de participer à la désignation des personnes qui détiendront le pouvoir en lieu et place de l'ensemble de la population. C'est sans doute aussi, pour certains électeurs au moins, une façon de récuser un pouvoir ou, en tout cas, une façon de faire de la politique. Enfin, si une partie de l'électorat ne vote pas, c'est parce qu'elle n'est pas parfaitement intégrée à la société ou a le sentiment qu'on l'en exclut.

De fait, l'abstention, en France – que nous prendrons, sauf mention contraire, comme exemple –, comme partout ailleurs, est d'abord le signe d'une société qui n'est pas totalement unie. C'est ce que nous analyserons dans un premier temps. Mais c'est aussi le signe que celle-ci change constamment et que le faible intérêt de certains de nos contemporains pour les élections ne signifie pas nécessairement qu'ils se désintéressent complètement de la politique. C'est ce que nous examinerons ensuite.

L'abstention, dans tous les pays où le vote n'est pas obligatoire, a toujours existé. C'est qu'il y a toujours des individus – et, depuis quelques années, il y en a de plus en plus – qui, bien qu'ils soient régulièrement inscrits sur les listes électorales, ne souhaitent pas exprimer un choix, soit parce qu'ils se sentent incapables de le faire, soit qu'ils refusent de le faire. Qu'il représente une auto-exclusion de la vie politique ou une protestation, ce type d'abstention, le plus courant, concerne des personnes parmi les plus démunies.

Si le vote est un symbole fort de l'intégration dans la société, s'abstenir de le faire manifeste qu'on ne s'y sent pas tout à fait à sa place. L'abstentionniste, nous allons le voir, souffre au niveau individuel d'une socialisation politique insuffisante. Son apathie est souvent le fait d'une méconnaissance du champ politique et de l'importance des choix qui lui sont demandés, d'une intériorisation insuffisante des règles du jeu. Au-delà des jugements à l'emporte-pièce portés à l'encontre de la politique en général et des politiciens en particulier justifiant un certain désintérêt, l'abstention est donc d'abord, pour une partie significative des électeurs, la manifestation d'une sorte d'incompétence.

Le portrait des abstentionnistes, stable dans le temps, le confirme. Il s'agit surtout de citoyens plutôt jeunes – l'effet d'âge est sensible –, plutôt peu ou pas du tout diplômés, donc de catégorie socioprofessionnelle modeste et de revenus faibles, n'ayant aucune opinion politique précise et ne pratiquant aucune religion. Ainsi, d'après un sondage de la Sofres, lors du premier tour des législatives de 2002, 46 % des 18-24 ans et 51 % des 25-34 ans ne sont pas allés voter – contre seulement 24 % des 65 ans et plus... – de même que 44 % des ouvriers et 40 % des employés inscrits sur les listes électorales (*Le Monde*, 15 juin 2002, p. 8). Ces caractéristiques générales correspondent à celles des non-inscrits, dont le désintérêt pour la politique conventionnelle est patent, et à celles des « sans opinion » des sondages.

Si, aux origines de la démocratie moderne, il y avait encore plus d'abstentionnistes qu'aujourd'hui, outre le fait que, jusqu'alors, on n'avait encore jamais demandé son avis à la population, c'est que la majeure partie de celle-ci se sentait inapte à exprimer un avis personnel sur des enjeux nationaux. Il lui a fallu apprendre à se forger une opinion sur des enjeux qui ne lui semblaient pas la concerner directement. La politisation de l'ensemble de la population, la constitution d'un électorat vraiment « national » ont été le fruit de l'effort de mobilisation des premiers partis (*cf.* Moisei Ostrogorski), du développement de la presse et, surtout, du travail de formation générale des instituteurs « instituant » – d'où leur nom – une même instruction à l'ensemble de la population. De ce point de vue, il reste peut-être, si l'on en croit l'abstentionnisme encore élevé aux élections du Parlement européen, à construire une véritable citoyenneté à l'échelle du continent.

Maintenant qu'il y a un véritable électorat national, la question de la politisation ne se pose plus qu'à l'échelon individuel. De fait, les recherches effectuées sur les abstentionnistes d'aujourd'hui

mettent en valeur un sentiment d'incompétence, c'est-à-dire une certaine difficulté à comprendre les enjeux – à quoi sert un député, un conseiller régional ou un conseiller général, ou encore quels sont les pouvoirs du président de la République ?, etc. –, les clivages – qu'est-ce qui différencie la droite de la gauche ? – et les discours. Ce sentiment est un véritable « cens caché », selon Daniel Gaxie, en ce qu'il reproduit les inégalités sociales dans l'univers politique. L'abstention, en l'occurrence, montre une défaillance de la politisation d'une partie de la population, souvent la moins cultivée. Les travaux les plus précis, ceux notamment d'Annick Percheron, montrent que, si l'individu forge en partie sa vision de la politique par lui-même, la famille reste le lieu privilégié de sa socialisation politique. Or, dans les milieux populaires, l'apprentissage de la politique est plus limité que dans des couches sociales plus favorisées, chez les enseignants notamment. Même si elle n'y apparaît pas nécessairement comme un sujet tabou ou peu digne d'intérêt, du moins est-elle fréquemment traitée à l'aide de jugements péremptaires – et souvent négatifs ! – portant sur les individus plus que sur les idées ou les programmes. À l'ère des moyens de communication de masse et de l'instruction obligatoire, on peut être étonné que le sentiment d'incompétence soit si répandu. En réalité, lorsqu'on pose des questions simples correspondant à des enjeux concrets, tous les électeurs potentiels, ou presque, ont une opinion. Il s'agit donc bien d'un sentiment, et pas forcément d'une réalité. Ensuite, on s'aperçoit que ce sentiment est d'autant plus faible que l'on exerce une profession et, pour les travailleurs les moins bien dotés culturellement, qu'on est membre d'un syndicat et/ou d'un parti. C'est que ces groupes intermédiaires, tout en renforçant le sentiment des travailleurs les plus modestes d'appartenir à une composante de la société, à la classe ouvrière par exemple, leur donnent une grille de lecture de la réalité, des éléments de réponses et de solutions aux problèmes qu'ils affrontent. Ainsi, on peut observer que les chômeurs, faiblement syndiqués, s'abstiennent plus d'aller voter que les actifs occupés. Ce fut longtemps aussi le cas des femmes, moins présentes dans les entreprises, et sensiblement moins syndiquées que les hommes, mais l'écart avec ces derniers tend, avec l'augmentation sensible de leur taux d'activité, à disparaître. Le déclin des partis et des syndicats est donc un facteur supplémentaire d'abstention.

D'une certaine manière, le succès, en termes de participation, de certains scrutins, confirme l'analyse précédente. Les variations, d'une élection à l'autre, du taux d'abstention signifient, certes, qu'il n'y a que des abstentionnistes intermittents et qu'ils sont capables de choisir les scrutins qui les intéressent. Mais on remarque que l'abstention est d'autant plus faible que le scrutin est personnalisé, qu'il s'agit donc de voter pour un(e) candidat(e) plutôt que pour un programme. Les élections présidentielles et municipales, dont les candidats sont bien connus grâce aux médias ou à la proximité géographique, sont ainsi plébiscitées, tandis que les européennes, au scrutin de liste national – ce qui signifie que les électeurs ne connaissent que très peu de candidats – sont massivement boudées. Elles le sont d'autant plus que les enjeux paraissent à beaucoup d'électeurs bien lointains et peu compréhensibles. Bref, on vote plus volontiers pour des personnes, sur lesquelles on peut facilement porter un jugement, que pour des idées, et on s'abstient plus volontiers de le faire quand on ne comprend pas bien les enjeux.

Pour nous résumer en ce point, on peut affirmer que plus les électeurs sont intégrés à la société, plus ils se sentent politiquement compétents, plus ils vont voter : les adultes plus que les jeunes, les actifs occupés plus que les chômeurs, mais aussi les propriétaires plus que les locataires – les premiers se sentent plus impliqués par ce qui se déroule sur le territoire où ils sont installés plus durablement que les seconds – et les travailleurs de la fonction et du secteur publics plus que ceux des entreprises privées, les premiers, au service de l'État ou des collectivités locales, se sentant plus concernés par l'exercice du pouvoir politique et par les enjeux qui concernent la Cité.

Une deuxième catégorie d'électeurs, issus des mêmes catégories défavorisées et de plus en plus nombreux, s'exclut volontairement du jeu électoral, non par sentiment, non déclaré, d'être incompetents, mais pour protester. Contre quoi ? Contre l'incapacité affirmée des politiques à lutter efficacement contre le chômage et la précarité que l'ouverture économique et l'arrivée d'immigrés sont accusées d'attiser ; contre leur corruption que démontreraient les nombreuses « affaires » qui

ont secoué le monde politique ces dernières années ; contre la sensation que les politiciens sont déconnectés des difficultés ordinaires des gens « d'en bas », qu'ils ne se préoccupent pas assez de leurs difficultés alors qu'ils cumulent, presque à vie, les mandats, les pouvoirs et les prébendes, constituant une « classe » privilégiée vivant très confortablement aux frais de la République. Autrefois, ils votaient nombreux pour le Parti communiste porteur d'une idéologie libératrice. Aujourd'hui, l'URSS, le pays du « socialisme réel », n'existe plus et « le » Parti lui-même a montré ses limites en participant au pouvoir. Ceux que la presse a appelés les « déçus du socialisme » et ceux du communisme se sont parfois tournés vers le Front national ou l'extrême gauche. Désormais sans illusion quant à l'arrivée d'un éventuel « grand soir », nombre d'entre eux votent blanc ou nul ou, tout simplement, ne vont plus voter. Si cette tendance se confirmait, ces « laissés pour compte de la vie politique » pourraient devenir, selon Philippe Méchet et Pierre Weill, « une armée du silence » (« L'opinion à la recherche des citoyens », in *Le Citoyen*, p. 227) !

Les abstentionnistes sont donc, nous venons de le voir, majoritairement des « exclus », volontaires ou pas, de la vie politique, ou, à tout le moins, des individus désaffiliés. L'augmentation de leur nombre signifie que ce phénomène d'exclusion s'aggrave, donnant un peu plus corps à l'idée qu'il existe une « fracture sociale », pour reprendre une expression popularisée par le président Chirac lors de sa campagne victorieuse de 1995. Mais l'abstention n'est pas seulement le symptôme d'un défaut d'intégration. Elle indique aussi combien la société est en train de changer, et avec elle, la signification du vote.

Malgré les difficultés économiques des dernières décennies, la population, dans son ensemble, profitant d'un enseignement de masse lui donnant plus de connaissances et d'une croissance qui n'a pas cessé malgré ce qu'on a coutume d'appeler « la » crise, vit plutôt confortablement, et ce dans un pays libre et en paix avec tout le monde. Les grandes idéologies capables de la mobiliser semblent s'effacer. La télévision est devenue à la fois son loisir principal et sa principale source d'information. Celle-ci est désormais le lieu privilégié pour mettre en scène la vie politique et montrer tous les malheurs du monde aux yeux d'un téléspectateur ainsi surinformé, mais superficiellement. Ce bref tableau, forcément caricatural, montre à quel point le contexte a changé depuis l'avènement de la démocratie représentative. Dans cette perspective, on peut comprendre que la population de nos vieilles démocraties occidentales ait pu être amenée à prendre ses distances avec la participation politique conventionnelle, n'allant voter que quand cela lui paraissait en valoir la peine ou cherchant à faire valoir ses revendications par d'autres canaux. Ainsi, l'abstention est aussi le signe que la société change et que certains de ses membres souhaitent pouvoir participer à la vie politique « autrement ».

Dans des sociétés de mieux en mieux formées, de plus en plus informées, les individus sont, en général, capables de choisir d'aller ou de ne pas aller voter en toute connaissance de cause. Ainsi, l'abstention peut avoir un caractère « stratégique », mais elle peut aussi manifester un certain désarroi devant la surinformation à la fois superficielle et mise en scène par les médias, audiovisuels principalement, et finalement céder à un penchant que déjà Tocqueville avait mis en exergue : se replier sur sa sphère privée.

L'abstention est d'abord stratégique dans la mesure où elle correspond à un choix politique clairement affiché. Il ne s'agit plus de l'abstention « protestataire » envisagée précédemment provenant d'un électorat anomique, il s'agit au contraire d'affirmer une conviction. Ainsi, il y a régulièrement des mots d'ordre favorables à l'abstention. Qu'on se souvienne, par exemple, de celui du Parti communiste français demandant à ses électeurs de ne pas aller choisir, au deuxième tour de la présidentielle de 1969, entre Georges Pompidou et Alain Poher, entre « bonnet blanc et blanc bonnet », ou, dans des circonstances analogues, en 2002, d'un mot d'ordre semblable émanant d'Arlette Laguiller appelant ses électeurs à refuser de choisir entre MM. Chirac et Le Pen. L'abstention est alors une manière active de faire de la politique. Elle n'est pas un signe d'apathie. Bien au contraire, elle est un choix. Certes, celui-ci est guidé, mais on est en droit de penser que la

population est aujourd'hui moins sensible à de tels mots d'ordre ou, du moins, qu'elle est apte à les suivre ou à les refuser, non plus les yeux fermés, mais en toute connaissance de cause.

Si l'électeur est mieux formé, il doit être, a priori, plus rationnel. En ce cas, il risque fort de s'abstenir systématiquement. En effet, s'il est un *homo politicus* comme il est supposé être un *homo œconomicus*, il doit être capable de comparer les coûts – en termes d'information ou, tout simplement, de sacrifice d'un de ses dimanches – et les avantages attendus de l'élection. Eu égard au poids infime de son vote et à la faiblesse des avantages attendus pour lui personnellement, il y a bien des chances qu'il se comporte comme le passager clandestin (*free rider*) de Mancur Olson, qu'il fasse cavalier seul en laissant les autres voter pour lui. Sans doute ce comportement – stratégique lui aussi puisqu'il correspond à un calcul – existe-t-il, au moins à la marge. On sait combien le beau temps des dimanches d'élection est un obstacle à la participation électorale : se priver de plage pour aller exprimer une seule voix parmi des milliers, voire des millions, le jeu, décidément, en vaut-il vraiment la chandelle ? La multiplication des élections a le même effet dissuasif, démobilisant un peu plus les électeurs les plus tièdes. Toutefois, on remarque que les électeurs les mieux informés sont aussi ceux qui s'abstiennent le moins. L'argument d'une abstention qui serait le signe d'une population d'électeurs de « haut niveau » ne tient guère. En revanche, certains d'entre eux veulent pouvoir aller voter s'ils en ont envie et pour qui ils veulent, quittes à sortir des sentiers battus, comme lors de la récente présidentielle : assisterait-on à l'émergence d'un électeur-consommateur ou « zappeur » ?

Si l'abstention « stratégique » évoquée ci-dessus est finalement assez rare, on peut se demander si l'excès d'information lui-même n'est pas une incitation à l'abstention. Pour peu qu'à la lumière des sondages, les jeux semblent faits d'avance, l'électeur aura une raison supplémentaire de ne pas se déplacer pour aller voter. Tout le monde a encore en mémoire le premier tour de cette présidentielle de 2002 où la grande majorité de l'électorat était persuadée que le deuxième tour serait la revanche de 1995 entre MM. Jospin et Chirac. Sans doute, si les électeurs du premier s'étaient mieux mobilisés, s'ils ne s'étaient pas, en plus, dispersés entre de nombreux candidats, c'est ce qui serait advenu. Mais si les sondages ont un tel poids qu'ils puissent contribuer au renforcement de l'abstention, c'est que notre démocratie n'est peut-être plus tout à fait seulement représentative. C'est déjà une « démocratie d'opinion », pour reprendre l'expression de Roland Cayrol, un régime où les citoyens sont constamment appelés à donner leur avis. L'élection y perd de sa valeur : elle n'est plus, aux yeux de certains, qu'un sondage « en vraie grandeur ». Ajoutons que la campagne, qui a lieu de plus en plus dans les médias et plus particulièrement à la télévision, paraît bien terne à un public friand de clinquant et de sensationnel, un public qui, en outre, ne se fait plus guère d'illusions sur la capacité de ses représentants à « changer la vie », pour reprendre le slogan du candidat Mitterrand à la présidentielle de 1981.

Le veut-il vraiment, d'ailleurs ? Beaucoup de nos contemporains ne seraient-ils pas tentés par un repli sur eux-mêmes, comme le redoutait déjà Tocqueville, l'observateur le plus attentif de la démocratie américaine naissante, se remettant toujours plus, dans une société avant tout plus égalitaire, pour faire face à leurs soucis, même les plus modestes, à un État-providence tutélaire chargé de les protéger des aléas de l'existence. Ainsi, l'abstention manifesterait le fait que notre démocratie d'opinion est toujours plus une « démocratie providentielle », pour reprendre le titre d'un récent ouvrage de Dominique Schnapper. N'est-ce pas aussi, d'une certaine manière, ce que dit la – relativement ! – forte participation aux élections présidentielles ou municipales ? De ce point de vue, comme Alain Lancelot le remarquait déjà il y a quelques années, l'abstentionnisme manifeste une satisfaction telle à l'égard d'un régime que certains électeurs n'estiment plus nécessaire d'aller voter. Leur participation leur semble d'autant moins utile que les clivages partisans paraissent s'atténuer : n'affirme-t-on pas parfois que la droite et la gauche n'existent plus ?

Attention alors à ce que craignait Tocqueville, que la population ne finisse par se désintéresser des affaires publiques de façon telle qu'elle laisse faire un homme providentiel qui pourrait, à terme, décider de tout. Bref, la démocratie est un combat et risque, pour peu qu'on ne s'en

préoccupe plus, de se muer en régime autoritaire. Il semble que les jeunes manifestants de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2002 l'aient compris ainsi. Pourtant, ils étaient nombreux à s'être abstenus, et pas seulement parce qu'ils n'avaient pas l'âge de voter ou qu'ils étaient loin de leur bureau électoral.

Quoi qu'il en soit, il y a d'autres manières de faire de la politique. L'abstention n'est donc pas nécessairement une crise de la politique. C'est ce que nous allons voir maintenant.

La société change. La politique ne doit-elle pas changer aussi ? L'élection n'est plus, depuis longtemps, le seul moyen d'exprimer son avis sur la marche des affaires publiques, nous l'avons vu plus haut avec les sondages d'opinion, ne serait-ce que parce que la confiance dans le personnel politique se détériore. Mais nous verrons aussi que la politique s'internationalise, ouvrant la voie à de nouveaux *lobbies* et que, plus profondément, nous vivons un changement culturel profond qui ne saurait être sans incidence sur la participation.

Plus et mieux informée, la population n'ignore plus grand chose des faits et gestes de ses représentants. Effet pervers de la médiatisation, elle sait surtout ce qui ne va pas bien. Elle le sait d'autant plus – effet pervers, cette fois, d'un meilleur fonctionnement de nos institutions ? – que la justice a acquis une réelle indépendance et n'hésite plus à poursuivre des responsables politiques, y compris des ministres, et à les incarcérer. La population n'a pas nécessairement une haute opinion de ses élus. Elle se doute depuis longtemps que certains d'entre eux ne sont pas des saints. La multiplication des « affaires » le confirme, nourrissant une attitude anti-politique, assez traditionnelle en France il est vrai.

Des médias omniprésents, une justice plus indépendante : ce sont là les changements les plus voyants des conditions de la vie politique. Il en est une autre beaucoup plus discret, mais néanmoins très important : il s'agit de la « déterritorialisation » de la politique et de la citoyenneté sur laquelle Bertrand Badie et Pascal Perrineau mettent l'accent dans un ouvrage récent (*Le Citoyen*, p. 25). D'un côté, la déconcentration des pouvoirs aux niveaux régional et départemental rapproche le citoyen de la décision politique et attire son attention sur des questions qui lui sont proches. Mais, dans le même mouvement, il est éloigné des sphères de décision par la mondialisation et la construction européenne. À ce niveau, les mesures, de plus en plus techniques, sont prises par des individus qui ont une faible légitimité – la Commission européenne, aux pouvoirs étendus, est composée de personnes non élues –, et souvent sous la pression de *lobbies* particulièrement actifs, donc en dehors d'un véritable espace public démocratique. Ceci produit un décalage toujours plus grand entre les électeurs, d'une part, les politiciens et les experts, d'autre part, et rend difficile l'émergence d'une véritable citoyenneté européenne. Confusément, l'électeur sent qu'il a de moins en moins prise sur son destin. C'est sans doute pourquoi les demandes de référendums locaux concernant des problèmes touchant les électeurs de près – à propos de l'ouverture d'un nouvel aéroport en région parisienne ou de l'autorisation de franchissement par les poids lourds du tunnel sous le mont Blanc, par exemple – sont spontanément organisés, même si leurs résultats ne sont pas pris en compte au plus haut niveau de décision.

Insatisfaite des formes actuelles de la politique, une partie de l'électorat, la plus jeune et la plus cultivée surtout, peut être amenée, soit à s'investir dans d'autres activités de caractère politique, soit à manifester sa « grogne » par d'autres canaux que ceux de l'élection. Dans les pays occidentaux où les populations sont bien nourries et plus formées qu'autrefois, les aspirations, des jeunes surtout, sont de moins en moins matérielles. C'est Ronald Inglehart qui, le premier, a montré cette montée de nouveaux besoins « d'appartenance, d'estime, de réalisation de soi » dans *The Silent Revolution* (1977). Selon lui, nous serions dans une période de transition culturelle vers une société postmatérialiste. Dès lors, on est en droit de penser que l'émergence de valeurs postmatérialistes est en partie à l'origine d'un recul global de la participation conventionnelle, surtout celle des jeunes les plus cultivés. En revanche, elle susciterait nombre d'actions inciviques. Comment en serait-il autrement, sachant, comme le montrent les études du Centre de la vie politique française (Cevipof), que, plus les individus sont cultivés, plus ils sont prêts à l'action collective ? De fait, si les

mobilisations traditionnelles orchestrées par les syndicats (grèves et manifestations de rue) sont globalement en recul au cours de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les mouvements sociaux perdurent. Les pacifistes, les antinucléaires, les écologistes, les humanitaires ou les homosexuels, par exemple, multiplient des actions souvent imaginatives et propres à frapper l'opinion par l'intermédiaire des médias. Le réseau Internet lui-même n'est-il pas en train de devenir, par sites et pétitions interposés, un lieu d'expression politique qui compte ? Pour la frange concernée de la population, le fait de ne pas voter ne correspond donc pas à un désintérêt pour la politique, mais à la prééminence de préoccupations qui ne sont pas majoritaires dans l'ensemble du pays et qu'on essaie de faire valoir par d'autres moyens que les élections. La vitalité du réseau associatif abonde dans le même sens. La constitution de nombreuses associations ne manifeste-t-elle pas le désir de nombreux Français qui, parfois, ne sont même pas électeurs, de ne pas rester repliés sur la sphère familiale ? Dans un livre récent, Catherine Withol de Wenden et Rémy Leveau montrent, par exemple, que de nombreux immigrés ou leurs enfants ont pu utiliser le réseau associatif pour s'intégrer à la société française au point de constituer une véritable « bourgeoisie ». Certes, seuls les groupes d'intérêts ont un caractère politique affirmé, mais toutes les associations sont une manifestation de citoyenneté active.

L'intérêt pour la politique n'est donc pas mort, mais la manière dont on la conçoit évolue. C'est également cela que la montée de l'abstention manifeste.

Au terme de ces quelques pages, on perçoit mieux combien cette dernière est un phénomène complexe.

En premier lieu, nous avons pu voir qu'elle signifie qu'il y a tout un pan de la population qui est insuffisamment intégré. Sa permanence dans le temps rappelle qu'il y a toujours eu des individus exclus ou qui se sentent tels. Son augmentation actuelle serait le signe d'une unité sociale qui se lézarde peu à peu face aux difficultés persistantes qu'engendrent les changements économiques actuels et le triomphe planétaire du libéralisme, et qui entament le crédit des responsables politiques.

D'un autre point de vue, cette augmentation est liée aussi à l'individualisme croissant d'une population toujours mieux (in)formée qui dispose de plus de richesses et de loisirs. Elle pourrait donc être le symptôme d'une société toujours plus individualiste où la majorité, comme l'avait prédit Tocqueville, se replie sur sa sphère individuelle et se préoccupe un peu moins des autres, alors qu'une minorité, qui souhaiterait plus s'impliquer, le fait au sein des associations ou dans l'action collective faute de se reconnaître dans un système politique jugé obsolète. Alors, l'abstention, signe d'une société en crise ? Probablement.

Signe aussi d'une crise du système politique, en particulier de notre système de représentation, comme le clament haut et fort les médias ? Sans doute. Nombreux sont ceux qui ne veulent plus se contenter d'aller voter de loin en loin pour exprimer leur point de vue ou faire avancer les choses. Sous cet angle, ce n'est pas tant la politique en elle-même qui est contestée que la pratique politique.

Enfin – surtout ? –, de la part de beaucoup de nos contemporains, « politique de l'autruche » ? Certainement. Si le repli sur soi, pour ne pas dire l'égoïsme, de ces derniers peut inquiéter – ne fait-il pas le lit de tous les extrémismes ? –, on peut se consoler en pensant que la montée de l'abstentionnisme, forme de recul de l'« action publique », est la manifestation de celle du « bonheur privé », pour reprendre les termes d'un livre bien connu d'Albert Hirschman.

## Bibliographie

Si, en dehors des nombreux ouvrages traitant des élections et des comportement électoraux, vous souhaitez lire des ouvrages en rapport avec ce sujet, voici trois références qui me paraissent prioritaires :

- GAXIE Daniel (1993), *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Le Seuil, collection « Sociologie politique » (1<sup>re</sup> édition : 1978).
- SUBILEAU Françoise et TOINET Marie-France (1993), *Les Chemins de l'abstention. Une comparaison franco-américaine*, La Découverte, collection « Textes à l'appui / Histoire contemporaine ».
- TOCQUEVILLE Alexis (de) (1981), *De la démocratie en Amérique*, Garnier-Flammarion, deux volumes (1<sup>re</sup> édition : 1835-1840).

...et si vous voulez approfondir :

- BADIE Bertrand et PERRINEAU Pascal (sous la direction de) (2000), *Le Citoyen. Mélanges offerts à Alain Lancelot*, Presses de Sciences-Po.
- CAYROL Roland (1997), *Médias et démocratie : la dérive*, Presses de Sciences-Po, collection « La Bibliothèque du citoyen ».
- HIRSCHMAN Albert (1995), *Défection et prise de parole. Théorie et applications*, trad. fr., Fayard, collection « L'Espace du politique » (1<sup>re</sup> édition : 1970).
- MERLE Pierre (1990), « L'*homo politicus* est-il un *homo œconomicus* ? », *Revue française de science politique*, 40 (1), février, pages 64-80 (reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2194, 10 octobre, pages 10-17).
- OLSON Mancur (1987), *Logique de l'action collective*, trad. fr., PUF, collection « Sociologies » (1<sup>re</sup> édition : 1966).
- OSTROGORSKI Moisei (1993), *La Démocratie et les partis politiques*, Fayard, collection « L'Esprit de la Cité » (1<sup>re</sup> édition : 1903).
- PERCHERON Annick (1993), *La Socialisation politique*, textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel, Armand Colin, "U / Sociologie".
- SCHNAPPER Dominique (2002), *La Démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Gallimard, collection « NRF Essais ».
- SCHNAPPER Dominique, avec la collaboration de Christian Bachelier (2001), *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Gallimard, collection « Folio / Actuel » (1<sup>re</sup> édition : 2000).
- WITHOL de WENDEN Catherine et LEVEAU Rémy (2001), *La Bourgeoisie. Les Trois Âges de la vie associative issue de l'immigration*, CNRS.